Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Cotes-d-Armor-enquete-sur-l-impact-radiologique-d

26 juin 2015

Côtes d'Armor : enquête sur l'impact radiologique d'un passé minier oublié



Exemple d'un site radioactif périlleux, Rosmeur à Pluzunet, avec écoulement de galerie à travers des remblais uranifères. Après deux ans de requêtes, Sortir du nucléaire Trégor n'a pu obtenir ni étude de l'eau de la rivière à 30 mètres (le Guindy, cours d'eau «

saumons »), ni reconnaissance du périmètre du site minier qui s'étend sur l'autre rive (Bégard), ni signalétique, ni connaissance de l'exposition radiologique dans la galerie ouverte à tous pendant des décennies, ni déplacement d'une population de chauve-souris d'une espèce en voie d'extinction, et ici d'un nombre… en chute libre.

Contexte historique

Dans les années 50 le CEA a laissé le Nord de la Loire à des entrepreneurs privés en recherches d'uranium. Ainsi, dans un contexte fiévreux de véritable « ruée vers l'uranium » livrée à tous, le département des Côtes d'Armor a été sillonné de tranchées, percé d'excavations, de puits et de galeries, et ces travaux ont mené à une certaine production de minerai. Les archives disponibles aujourd'hui sont rares, voire inexistantes lorsque les chercheurs n'ont pas intégré le Bureau des Recherches Géologiques et Minières par la suite. Existent-elles encore dans la mémoire des sociétés privées… disparues (SFRE, CFMU, Minatome, …) ? Rares aussi, de plus en plus, les derniers témoins directs de ces activités, les populations ayant tout au plus retenu l'aspect « recherche », nettement moins inquiétant que celui d'exploitation.

L'enquête associative

Cependant en 2012 l'association Sortir du Nucléaire Trégor recueille le témoignage indirect de l'existence d'une ancienne mine et décide de s'engager dans un travail de repérage. Dès les premières excursions, les constats sont alarmants : des pré-détections au compteur Geiger menées avec le soutien technique du laboratoire indépendant CRIIRAD, puis au scintillomètre grâce à la venue de Chantal Cuisnier du Collectif Mines Uranium, établissent de fortes probabilités de contamination de l'environnement sur plusieurs sites : 3 à 8 fois le bruit de fond, déjà élevé en ces zones bretonnes granitiques (2 à 3 fois la moyenne nationale), des dizaines de fois le bruit de fond à l'approche des entrées de galeries, restées béantes depuis cinquante ans. Ici, champ caillouteux de culture ou d'élevage, fossés, cours et jardins d'habitations ; là, écoulements de galeries sur les berges ou les coteaux des cours d'eau. Sur le département, ce sont plus d'une centaine de sites prospectés qui ressortent de l'interrogation en ligne du site infoterre du BRGM, après une longue et méticuleuse sélection manuelle (informations disponibles grâce à la convention européenne d'Aarhus), et la plupart du temps le long des cours d'eau. Devant le nombre, et d'autant que des fouilles plus récentes semblent avoir eu lieu sans pour autant être répertoriées, l'association décide de limiter ses enquêtes de terrain au Trégor, territoire situé au nord-ouest du département. Aucune population ne se préoccupe donc de l'état des autres sites costarmoricains, en quantité comparable !

L'interpellation des institutions

S'en sont suivies des interpellations de maires et sous-préfets, un gros dossier à l'appui, puis une longue attente : celle d'un bilan environnemental prescrit par arrêté préfectoral à AREVA pour fin 2012, insoupçonné par l'association au début de son enquête, et qui a été publié avec un an et demi de retard. À noter, cette prescription était une première pour le département, et ne portait que sur onze de ses sites. Aussi, les critères de cette sélection, toujours inconnus à ce jour, ne correspondent pas aux constats établis par l'association sur la large zone étudiée. Par ailleurs, certaines localisations de sites et rattachements de documents très inexacts ont pu être repérés et ont été signalés au BRGM. De plus, certains sites ont été découverts qui ne semblent pas indexés : une sollicitation du BRGM reste à opérer pour qu'il les intègre dans sa base de données.

Les démarches de communication

Au cours de cette longue période d'attente notre association a organisé une réunion publique d'information, après avoir posé un panneau (de suite arraché) sur un chemin communal GR fréquenté bordé par un écoulement radioactif. Nous avons communiqué à la presse trégorroise et avons pris contact avec d'autres associations environnementales locales : le Groupe Mammalogique Breton (pour les chauve-souris des galeries), Eaux et Rivières de Bretagne (qui s'est intéressé à un des nombreux sites du bassin versant du Léguer), Bretagne Vivante (qui a relayé un précieux témoignage d'époque), et une association de riverains. Sortir du Nucléaire Trégor a aussi rejoint le Collectif des Mines d'Uranium, regroupant 14 associations en France et au Niger dans le but de partager les expériences dans ce domaine si particulier et de porter des exigences communes.

L'étude des investigations AREVA récemment réalisées

Lorsque le bilan environnemental AREVA est sorti, très incomplet, l'association s'est lancée dans la rédaction d'un courrier de dizaines de pages à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), ASN en copie, pour en relever précisément les manquements : périmètres lacunaires (AREVA ne rendant compte que d'un site minier lorsque plusieurs sont contigus ou proches, et sans identifier l'ensemble des verses à rebuts et des écoulements), mesures d'eau prescrites et recommandées par l'ASN non réalisées, absence de mention des sites non listés dans l'arrêté, de projets de travaux pour les lieux à risques radiologiques, ou à risques d'effondrements, d'éboulements, de chutes...

La déception quant aux mesures de protection et de remises en état envisagées L'unique réponse à ce courrier a été une invitation à la réunion du CODERST (conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques) en décembre 2014. L'association a pu constater que la DREAL, si elle estime nécessaire que des mesures à portée réelle soient prises, ne précise pas lesquelles ! Des sites non étudiés, la DREAL ne semble pas attendre de bilan, et pour les sites inspectés ne sont demandées ni décontamination, ni signalétique, ni aucune évaluation des risques radiologiques encourus à l'intérieur des ouvrages ni des risques chimiques d'exhaures (dont en milieux arsenifères). Le risque de dissolution du radon dans l'eau ou dans l'air, les impacts sur les sols utilisés (élevage, agriculture, passages, habitations) et sur la faune et la flore sauvage, ne sont pas évoqués, cela contrairement à ce qui avait été prescrit dans l'arrêté préfectoral. Pas plus du côté de l'ASN qui ne demande aucune action corrective ou d'information. AREVA de son côté déclare n'avoir aucun échéancier. Au final, la seule action de protection prévue à ce jour est la pose d'une grille pour empêcher l'accès à l'intérieur d'une galerie, dont par ailleurs l'étude de l'exhaure, recommandée et même prescrite à l'origine, n'a jamais été réalisée et semble oubliée désormais. Les sites costarmoricains hors Trégor semblent abandonnés de l'étude eux aussi, ce ne sont vraisemblablement que deux sites trégorrois qui seraient suivis par la suite, et plus directement par l'État que par le responsable. À noter, à ce jour, aucune inscription des sites costarmoricains au répertoire national MIMAUSA de l'IRSN, demandée par Sortir du nucléaire Trégor depuis deux ans.

Les avancées néanmoins réalisées

L'association, par l'intermédiaire d'Eaux et Rivières de Bretagne, est parvenue à sensibiliser la Commission Locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Baie de Lannion qui, en co-financement avec l'Agence Eau Loire Bretagne, a mené l'évaluation radiologique de l'exhaure d'un de ces deux sites retenus, ainsi que de son impact sur une prise d'eau de consommation en aval. Ces mesures ont confirmé, pour l'écoulement minier en bordure de GR, un dépassement réglementaire de la teneur en radium (déjà apparu dans un résultat d'analyse AREVA), et un taux élevé de radon dissous (déjà évalué par une analyse Sortir du Nucléaire Trégor réalisée par la CRIIRAD). Aussi, cette étude reste à compléter d'après les données historiques connues : à l'origine

probable de l'écoulement, de couleur orange vif, un accident minier survenu en 1957 lors d'un creusement de galerie, provoquant l'inondation définitive des ouvrages souterrains, l'assèchement de tous les puits d'eau alentour, et mettant en jeu une faille à forte teneur en arsenic d'où, depuis, semble sortir l'exhaure. L'association espère donc qu'une évaluation arsenic sera réalisée lors d'une seconde campagne d'analyses du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau), mais prévoit déjà d'en organiser une rapidement auprès du laboratoire départemental. Une autre avancée, de taille, notre projet d'acquisition d'un scintillomètre DG5, appareil particulièrement adapté à la détection des « points chauds » dans les environnements uranifères remaniés. Son coût élevé arrive à la portée de l'association grâce à une subvention sur réserve parlementaire accordée par la députée locale. Il devra compléter par auto-financement et souscriptions. Le chantier de santé publique entrepris par l'association, dont la nécessité est désormais pleinement avérée, pourra ainsi être complété et étendu.

La nécessité d'une sensibilisation des populations

Aujourd'hui, Sortir du Nucléaire Trégor ne sait plus vers quelles autorités se tourner pour espérer obtenir des réponses à l'ensemble de ses requêtes. Elles ont été portées à la connaissance du ministère lors de la réunion avec le Collectif Mines Uranium, le 2 février 2015. Néanmoins l'association espère que rapidement chacun prendra conscience des risques radiologiques et chimiques durables liés à la dispersion de l'uranium dans l'environnement. L'association souhaiterait aussi une réelle participation des élus et un intérêt plus général de la part des associations environnementales. Un éveil plus large des populations permettrait de déclencher la remise en état et la dépollution des anciens sites miniers radioactifs, pour le respect du vivant, ou au moins leur signalisation, alors qu'ils sont aujourd'hui encore accessibles à tous, coins de nature que rien ne distingue... Ceci éviterait au public de se prendre des doses radioactives à son insu.

Sortir du nucléaire Trégor https://sdntregor.wordpress.com/

Voir aussi : https://www.criirad.org/